



LES POPULATIONS INDIGÈNES S'ORGANISENT

Au sein de leur pays :

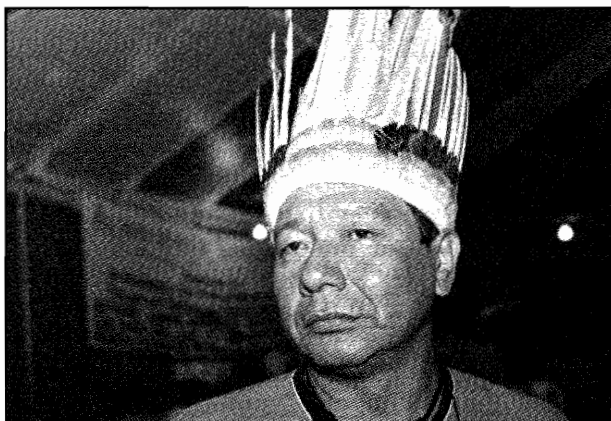
En Bolivie, le Mouvement des Travailleurs sans Terre (MST) est né il y a 6 ans sur le modèle de son grand frère du Brésil. Les paysans occupent les terres non utilisées par les latifundistes pour les cultiver, puis tenter d'en obtenir légalement les droits, suivant le principe que «la terre appartient à celui qui la travaille».

Ce qui n'est pas si simple sur le terrain, mais à force de ténacité on estime que le MST compte aujourd'hui quelque 10.000 membres et on recense actuellement près de 65 occupations de terres. Tous les militants du MST le concèdent toutefois: leur moyen d'action n'est qu'un pansement sur un problème qui doit être réglé à La Paz. Le problème de fond, c'est la distribution des terres, et ça doit se régler légalement.

Evo Morales, premier Président indigène, a ainsi lancé une nouvelle réforme agraire il y a deux mois. La première phase consiste à redistribuer plus de deux millions d'hectares des terres de l'État aux paysans pauvres. Dans la seconde, l'État reprendra possession des latifundios (les grands domaines terriens) sous-exploités, usurpés ou laissés en déshérence, afin de les redistribuer.

En informant la communauté internationale :

En décembre dernier, une délégation emmenée par Anastacio Peralta, chef de la communauté Guarani-Kaiowa est venu plaider la cause de sa communauté devant le Parlement européen.



Anastacio Peralta, chef de la communauté Guarani-Kaiowa

Après s'être rendus à Oslo avant d'aller à Heidelberg, Berlin et Vienne, ils avaient comme programme à Bruxelles de:

- discuter avec des parlementaires européens afin de leur faire part de la situation
- donner une conférence de presse au Centre de presse international
- participer à une réunion à la Commission européenne avec Davide Zaru, responsable des relations internationales dans l'Unité Droits de l'Homme

Ils ont demandé au Parlement européen de veiller à ce que les lois soient respectées par les investisseurs européens qui sont nombreux au Brésil. Anastacio Peralta, leader de la communauté Guarani-Kaiowa, a pour principale mission de mener son peuple à récupérer leur « terre mère ». FIAN-Belgium a également insisté lors de la rencontre avec Mme Eeva Eikila, conseillère de Mme Heidi Hautala, présidente de la sous-commission Droits de l'Homme du Parlement européen, sur certains points à défendre au sein du Parlement:

- Promouvoir des politiques visant à renforcer l'accès des populations aux ressources (terre, eau, forêts, etc)
- Promouvoir des politiques agricoles durables et respectant le droit à l'alimentation
- Abandonner les objectifs quantitatifs contraignants visant à remplacer une partie des combustibles fossiles dans le secteur des transports par des agrocarburants
- Adopter des politiques visant à réduire le transport et la consommation d'énergie
- Mettre un terme aux incitants financiers qui promeuvent la production et l'utilisation des agrocarburants

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Dans votre pays, dans votre communauté, comment vous êtes vous organisés face à des problèmes semblables ?*
- *Quelles sont selon vous les moyens les plus adéquats pour faire pression ?*